

# « Les libéraux ont plus que jamais un rôle de pivot »

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES La vague populiste ne submergerait pas le Parlement

► A quoi ressemblera le Parlement européen au lendemain des élections du 26 mai prochain ?

► Si les forces pro-européennes se tassent, la vague populiste serait moins importante que prévu.

► Les explications de la politologue Nathalie Brack.

ENTRETIEN ■

Moins de cent jours avant des élections qualifiées de cruciales pour le futur de l'Europe, le Parlement européen et l'institut de sondages Kantar Public ont communiqué ce lundi un premier aperçu de ce à quoi pourrait ressembler l'institution européenne le 26 mai prochain. L'enseignement majeur à tirer de cette avant-première : le tsunami populiste, évoqué au fil des victoires nationales de partis eurosceptiques ou d'extrême-droite aux quatre coins de l'Europe, n'aurait pas lieu. Le Parti populaire européen (PPE), qui compte aujourd'hui 217 sièges, resterait leader, avec 183 sièges. Suivrait l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) qui passerait de 186 à 135 puis de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE), qui passerait de 68 à 97 sièges, notamment grâce à l'arrivée des députés issus de La République en marche et deviendrait ainsi la troisième force au Parlement européen, passant devant les Conservateurs et réformistes européens qui encaisseraient la perte de leurs collègues britanniques. Nathalie Brack, politologue au Cevipol (ULB), analyse les enseignements à tirer de ces projections.

**La vague populiste annoncée est plus modeste que prévue...**

*Exact. On ne voit pas d'augmentation significative en termes de sièges, donc on ne peut, en l'état, pas évoquer de*

*« tsunami » comme cela a été le cas en 2014. Le groupe de Marine Le Pen, l'Europe des nations et des libertés (ENL), gagne cependant 22 sièges, ce qui n'est pas négligeable. Cela dit, on assiste ces derniers temps à une modération de cette droite radicale : on parle de réforme de l'Europe et de l'euro plutôt que de sortie pure et dure. Mais, ce qui peut changer la donne, c'est si un gros groupe d'extrême-droite parvient à collaborer au Parlement européen.*

*Pour l'instant, la grosse faiblesse des eurosceptiques est leur difficulté à coopérer.*

**L'une des possibilités souvent évoquée serait que la Ligue de Matteo Salvini quitte l'ENL pour rejoindre les conservateurs de l'ECR.**

*La rencontre entre le PiS polonais et le parti du leader italien tend à confirmer l'hypothèse. Si ces deux partis arrivaient à convaincre ce qu'il restera de l'ECR après le départ des Britanniques, à collaborer avec le Rassemblement national de Marine Le Pen et ses alliés européens, ils parviendraient à monter un groupe assez conséquent qui obtiendrait des voix au Parlement européen et au Conseil. Là, les équilibres seraient chamboulés, ils pourraient rattraper les libéraux de l'ALDE et parvenir à déstabiliser le Parlement européen. Mais jusqu'à présent, leurs divisions internes sont insurmontables : rien qu'entre l'AfD et le Rassemblement national, il y a un gouffre, notamment en politique économique.*

**Comment l'arrivée de la République en marche chez les libéraux de l'ALDE va-t-elle bousculer l'ordre en place ?**

*En rejoignant l'ALDE, les 22 députés centristes français transforment le groupe libéral en véritable pivot. Les deux plus grands groupes, le Parti populaire européen et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, perdraient leur majorité. Historiquement, ils se sont toujours tournés vers les libéraux mais là, l'ALDE renforce sa légitimité. Pour les citoyens, le message reste toutefois le même : une coalition*

*centriste, qui vote tantôt un peu plus à gauche, tantôt un peu plus à droite, di-*

*rigera l'Europe. Ce centrisme est la conséquence directe de la montée des eurosceptiques. En revanche, l'ALDE ne devrait pas avoir trop de souci à se faire vis-à-vis du Mouvement 5 étoiles : Luigi Di Maio cherche moins à déstabiliser qu'à monter son propre groupe composé de petits partis autour du concept de démocratie directe. ■*

Propos recueillis par  
MARINE BUISSON

### QUELLE MÉTHODOLOGIE ?

#### Des sondages nationaux

Il est indispensable de noter que la projection du Parlement européen est basée sur la nouvelle répartition des sièges adoptée par le Conseil à la fin du mois de juin. À la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, la taille du Parlement au cours de la prochaine législature sera réduite de 751 à 705 représentants élus. Sur les 73 sièges attribués au Royaume-Uni, 27 sièges seront réaffectés à 14 États membres, tandis que 46 sièges ne seront pas utilisés pour le moment. Pour réaliser ces projections, Kantar Public s'est basé sur plusieurs enquêtes d'intentions de vote aux élections européennes réalisées au niveau national pour chaque État membre. Quand ceux-ci n'étaient pas disponibles, l'institut s'est basé sur des sondages d'intentions de vote à l'échelon national ou, si des élections ont eu lieu très récemment, sur les résultats. Ces projections sont appelées à évoluer avant le 26 mai prochain - le Parlement a annoncé qu'il les mettrait à jour toutes les deux semaines - et des mouvements entre groupes sont à prévoir après l'annonce des résultats.

M.BN

Les Libéraux pourrait avoir un rôle pivot aux prochaines élections avec l'arrivée de la République en marche. © DR

### Projection 2019 du Parlement européen



### Répartition actuelle des sièges

